



EASTMED : UN PROJET VIABLE ?

Par Chloé BERNARD

LES PUBLICATIONS



LES JEUNES
IHEDN

À PROPOS DE L'ARTICLE

Le 2 janvier 2020, Chypre, Israël et la Grèce ont signé un mémorandum d'entente (MoU) prévoyant la construction d'un gazoduc d'environ 2 000 km reliant les gisements *offshore* israélien de Léviathan et chypriote d'Aphrodite à la Crète, puis à la Grèce continentale. Baptisé EastMed, ce pipeline devra être rattaché à d'autres gazoducs en projet, notamment Poséidon – entre la Grèce et l'Italie – et IGB – entre la Grèce et la Bulgarie. EastMed, qui doit être terminé d'ici 2025, vise à terme à assurer le transport de 10 milliards de m³ de gaz israélien et chypriote¹ vers l'Union européenne (UE), dont la consommation de gaz naturel s'est élevée à presque 400 milliards de m³ en 2019².

La signature de cet accord intervient alors que d'importants gisements gaziers ont été découverts au large de plusieurs pays du pourtour de la Méditerranée orientale dans les années 2000 et 2010, notamment Israël, Chypre et l'Égypte. Dans la mesure où l'approvisionnement en énergie demeure vital pour un pays et constitutif de son autonomie vis-à-vis des autres États, le choix du type d'énergie importée et de son moyen de transport jusqu'à sa destination finale est éminemment stratégique et politique. Les contrats énergétiques contribuent en effet à dessiner les futures alliances et rivalités régionales en raffermissant les liens et interdépendances entre États au détriment d'autres.

Ainsi, le projet commun EastMed relève d'un choix politique opéré par la Grèce, Chypre et Israël sur fond d'importantes tensions géopolitiques entre les pays riverains de la Méditerranée – chacun tentant de tirer profit de ses ressources gazières – tandis que le contexte général demeure marqué par l'inquiétude quant au changement climatique et à la crise sanitaire liée à la propagation de la COVID-19. Projet catalyseur de tensions entre pays voisins, il convient dès lors de s'interroger sur la viabilité d'EastMed, tant sur le plan économique, que géopolitique et environnemental.

À PROPOS DE L'AUTEURE

Chloé BERNARD est étudiante à Sciences Po Paris en master de sécurité internationale, spécialisée sur le Moyen-Orient. Elle est membre du comité Énergies et Environnement des Jeunes de l'IHEDN.

in

¹ LITSAS, Spyros N, « La Grèce en Méditerranée orientale : énergie, diplomatie et perspectives à l'ère de la pandémie de COVID-19 », *Grèce-Turquie-Libye : Tensions autour des ressources énergétiques en Méditerranée orientale*, Diplomatie n° 105, 2020 : 58-60.

² « Statistical Review of World Energy », BP, 2020 : 38. <https://www.bp.com/content/dam/bp/business-sites/en/global/corporate/pdfs/energy-economics/statistical-review/bp-stats-review-2020-full-report.pdf>

Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteure. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle.

Une rentabilité controversée

Bien que la Grèce, Chypre et Israël aient signé un accord entérinant la construction du futur gazoduc, celui-ci reste un projet controversé, notamment au vu des bénéfices économiques qui pourraient en être tirés.

Les États qui bénéficieraient avant tout de ce gazoduc sur le plan économique sont les 3 pays les plus concernés par sa construction, à savoir Chypre, Israël et la Grèce. La République de Chypre abriterait environ 600 milliards de m³ de gaz³ tandis que les réserves de l'État hébreu sont estimées à 500 milliards de m³. Disposant de peu de débouchés intérieurs et d'une croissance démographique stable, les deux pays pourraient voir s'accroître leurs revenus grâce aux exportations de gaz vers le marché européen. Ces perspectives sont d'autant plus importantes pour Chypre qui a été confronté à une grave crise financière entre 2012 et 2013⁴. La Grèce pourrait quant à elle tirer parti d'EastMed en devenant un acteur énergétique régional clé.

Sur les 2 000 km de tuyaux constituant le futur gazoduc, 1 300 km devraient être posés au fond des océans tandis que les 600 autres devraient être installés sur terre. Plus précisément, le projet implique la construction de 900 km de pipeline sous-marin reliant le gisement de Léviathan à celui d'Aphrodite, une autre portion sous-marine de 400 km reliant Aphrodite à la Crète et au sud du Péloponnèse, et une dernière portion de 600 km sur terre rejoignant l'Ouest de la Grèce et le futur gazoduc Poséidon. De surcroît, deux stations de compression⁵ devront être construites – l'une à Chypre et l'autre en Crète⁶. Le prix total de l'ensemble de ces installations est estimé à 6,7 milliards de dollars (5,5 milliards d'euros)⁷, un coût important au vu des moyens d'exportation du gaz israélien et chypriote vers l'Europe déjà existant et des nombreux gazoducs desservant le Vieux continent récemment inaugurés. En effet, Israël exporte déjà depuis janvier 2020 une partie de ses ressources gazières vers l'UE via l'Égypte, qui dispose de 2 terminaux de liquéfaction du gaz à Idku et Damiette, bien que ce dernier soit

³ SENGES, Gilles, « La découverte de gaz naturel au large de Chypre attise les tensions entre la Grèce et la Turquie », *L'Opinion*, 6 mars 2019. <https://www.lopinion.fr/edition/international/decouverte-gaz-naturel-large-chypre-attise-tensions-entre-grece-179981>

⁴ BAUER, Anne, « La zone euro veut sauver Chypre avec la participation des déposants bancaires », *Les Echos*, 18 mars 2013.

⁵ Ces stations permettent d'éviter la détente du gaz transporté (c'est-à-dire de redonner de l'énergie aux molécules de gaz) afin qu'il poursuive son chemin le long du gazoduc.

⁶ GEREBIZZA, Elena et RUNCI, Alessandro, « East Mediterranean Oil&Gas », *Five Years Lost, How Finance Is Blowing the Paris Carbon Budget*, 2020 : 63.

⁷ Op. cit LITSAS, Spyros N.

actuellement fermé en raison de la croissance de la demande intérieure en gaz naturel depuis 2013⁸. Un gazoduc sous-marin relie en effet la ville d’Ashkelon en Israël à al-Arish en Égypte. Le gaz israélien est ensuite liquéfié en Égypte et exporté par méthanier vers l’Europe. De même, Chypre et l’Égypte ont signé un accord en 2018 prévoyant la construction d’un gazoduc sous-marin de 645 km reliant le champ gazier d’Aphrodite au terminal égyptien d’Idku⁹. D’un montant d’un milliard de dollars (823 millions d’euros), soit près de 7 fois moins qu’EastMed, ce projet pourrait de fait apparaître plus attractif.

Par ailleurs, plusieurs gazoducs assurent déjà l’approvisionnement de l’Europe en gaz. À ce titre, le gazoduc trans-adriatique (TAP) a été achevé en octobre 2020 et relie le gisement gazier de Shah Deniz en Azerbaïdjan à l’Italie en passant par la Grèce, l’Albanie et la mer Adriatique. Son objectif est d’assurer le transit de 10 milliards de m³ de gaz par an vers le continent européen¹⁰. TurkStream est également devenu opérationnel le 1^{er} janvier 2020 et vise à transporter 31,5 milliards de m³ de gaz russe vers l’Europe par an en passant par la Turquie et la mer Noire¹¹. Enfin, le chantier de Nord Stream 2, pipeline reliant la Russie à l’Allemagne par la mer Baltique, a repris le 11 décembre 2020 après plusieurs mois d’interruption en raison de sanctions américaines. Celui-ci devrait assurer la livraison de deux fois plus de gaz russe à l’Europe par rapport à Nord Stream 1 dont la capacité est de 55 milliards¹² de m³.

Malgré son coût prohibitif – le projet semble pour le moment peiner à attirer les investissements des grandes banques et firmes pétrolières¹³ – EastMed a bénéficié en 2018 de 36 millions d’euros de financement pour la réalisation d’études de faisabilité de la part de l’UE en tant que projet d’intérêt commun (PIC). Le gazoduc relève en effet d’une importance stratégique pour l’UE, dans la mesure où il traverserait majoritairement le territoire européen, renforçant la sécurité énergétique de l’Union. La diminution de la production gazière en Europe – 6 % entre 2018 et 2019¹⁴ – en raison de l’épuisement des ressources de ses fournisseurs historiques, à l’instar de la Norvège, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, pousse par ailleurs l’UE à trouver des exportateurs alternatifs. De plus, celle-ci cherche à accroître son indépendance énergétique vis-à-vis de la Russie, auprès de qui elle importe 40 % de son gaz¹⁵. Cette dépendance est en effet de nature à inquiéter les dirigeants européens, mais aussi américains,

⁸ « Le secteur du gaz en Egypte : la stratégie des échanges », DG Trésor, 20 mai 2018.

⁹ MOURAD, Hicham, « L’Égypte, nouveau hub énergétique régional », *Grèce-Turquie-Libye : Tensions autour des ressources énergétiques en Méditerranée orientale*, Diplomatie n° 105, 2020 : 61-65.

¹⁰ Kotsev, Victor, « East Med pipeline: maybe someday ». *Petroleum Economist*, 2020. <https://www.petroleum-economist.com/articles/midstream-downstream/pipelines/2020/east-med-pipeline-maybe-someday>

¹¹ Op. cit MAZZUCHI, Nicolas.

¹² GURZU, Anca, « Nord Stream 2 Clears Final Hurdle — but Delays Loom », *POLITICO*, 30 octobre 2019. <https://www.politico.eu/article/nord-stream-2-clears-final-hurdle-but-delays-loom/>

¹³ Op. cit MOURAD, Hicham.

¹⁴ Op. cit. « Statistical Review of World Energy ».

¹⁵ « Union européenne – Russie : quelles relations ? », Rapport du Sénat, 17 décembre 2020.

au vu de leurs relations conflictuelles avec la Russie. Le Congrès a, à ce titre, voté l'EastMed Act fin 2019, stipulant que le projet s'inscrivait pleinement dans la stratégie américaine en Méditerranée orientale¹⁶.

Enfin, le choix de construire ou non le gazoduc sera vraisemblablement impacté par la crise sanitaire liée à la propagation de la COVID-19 dans le monde. La pandémie a en effet entraîné une diminution de la consommation d'hydrocarbures et une baisse subséquente des prix du pétrole et du gaz. Or si les prix du gaz restent atones, la construction d'EastMed pourrait être retardée, voire annulée, d'autant qu'au vu de la récession économique engendrée par la crise sanitaire, les possibilités de financement du projet risquent de diminuer.

Projet coûteux s'inscrivant dans un contexte de multiplication des gazoducs desservant l'Europe et peinant à trouver des financements sur fond de crise sanitaire et de ralentissement économique, EastMed représente également une source de tensions dans une région marquée par des rivalités géopolitiques croissantes.

EastMed comme facteur d'accroissement des tensions régionales

EastMed est un projet susceptible d'attiser les tensions déjà fortes entre pays riverains de la Méditerranée orientale, chacun tentant de tirer parti des ressources gazières au large de ses côtes et de renforcer son prestige régional.

La construction de ce gazoduc pose en effet la question de l'appropriation des espaces maritimes de la zone par les pays du pourtour méditerranéen et pourrait de fait contribuer au renforcement des différends entre ces États. Le tracé théorique d'EastMed prévoit en effet le passage du gazoduc dans une zone contestée entre la Turquie et la République de Chypre qui n'ont jamais défini leurs frontières maritimes en raison d'un contentieux remontant à la partition de l'île de Chypre en 1974 et à la proclamation de son indépendance par la République turque de Chypre du nord (RTCN) en 1983 – reconnue par la seule Turquie. Le litige s'est ravivé à la suite de la découverte de champs gazières au large de l'île à la fin de l'année 2011. La République de Chypre, qui dispose du soutien de l'UE et de la Grèce – également opposée à la Turquie sur le tracé de ses frontières maritimes en mer Égée –, estime être en droit d'exploiter les ressources gazières dans ce qu'elle considère comme sa ZEE (Zone Économique Exclusive), en opposition à la Turquie, pour qui cette disposition viole sa propre ZEE ainsi que celle de la RTCN¹⁷. Le contentieux n'ayant pas été résolu, la construction du gazoduc pourrait être

¹⁶ MICHALOPOULOS, Sarentis, « L'UE salue l'accord pour la construction d'un gazoduc en Méditerranée orientale », *Euraktiv*, 3 janvier 2020.

¹⁷ WAKIM, Nabil, « Pourquoi le gaz fait flamber la Méditerranée », *Le Monde*, 18 août 2020.

sérieusement freinée par les tensions turco-gréco-chypriotes. En ce sens, le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères a fait savoir dans un communiqué publié le 2 janvier 2020 que tout projet ignorant les droits des Turcs et des Chypriotes turcs sur les ressources naturelles en Méditerranée orientale échouerait¹⁸. Parallèlement, les tensions turco-chypriotes générées par l'exploitation des ressources gazières par Chypre se sont matérialisées sur le terrain. Un navire affrété par la compagnie énergétique italienne ENI a ainsi été empêché d'entamer des forages au large de l'île par la flotte militaire turque en février 2018¹⁹. En outre, plusieurs ressortissants turcs, dont deux responsables de la *Turkish Petroleum Corporation* (TPAO), sont tombés sous le coup de sanctions européennes le 10 décembre 2020 pour activités de forages illégales dans la ZEE chypriote en 2019 et 2020²⁰. De nouveaux incidents entre les entreprises gazières, la Turquie et Chypre ne peuvent donc être exclus à court terme, a fortiori en cas de confirmation de la construction d'EastMed.

Le projet EastMed est par ailleurs révélateur de nouvelles alliances et rivalités stratégiques régionales et pourrait dès lors engendrer de nouvelles tensions dans une dynamique de surenchère des parties impliquées. L'annonce de la signature du MoU en janvier 2020 constitue en effet un moyen pour Chypre, la Grèce et Israël – dont les relations avec la Turquie sont dégradées en raison de la question palestinienne mais aussi de l'arraisonnement par Israël du navire turc Mavi-Marmara en 2010²¹ – de faire front commun contre les ambitions turques en Méditerranée orientale. Exclue du jeu gazier régional et disposant de relations froides aussi bien avec le régime de Bachar al-Assad en Syrie que celui d'Abdel Fattah al-Sissi en Égypte, la Turquie multiplie depuis 2019 les références à la « patrie bleue » afin de justifier ses velléités en Méditerranée orientale, région qu'elle considère comme stratégique²². Ce concept géopolitique a poussé la Turquie, qui ne disposait avant 2019 d'aucun allié sur lequel s'appuyer pour raffermir sa position d'acteur énergétique méditerranéen et plus largement de puissance régionale, à accroître considérablement son soutien au gouvernement d'entente nationale libyen (GNA), qui est devenu son principal partenaire régional. Cette alliance a abouti à la signature d'un accord de délimitation de leurs frontières maritimes par Ankara et Tripoli le 27 novembre 2019. Alors que les autorités turques ont annoncé leur intention d'entamer des forages dans la zone délimitée par cet accord, qui empiète sur la ZEE revendiquée par la Grèce et par laquelle EastMed est censé passer, la mise en œuvre du gazoduc pourrait s'en retrouver contrariée. La

¹⁸ KOUTANTOU, Angeliki, « Greece, Israel, Cyprus Sign EastMed Gas Pipeline Deal », *Reuters*, 2 janvier 2020.

¹⁹ Op. cit. MAZZUCHI, Nicolas.

²⁰ AFP, « Méditerranée orientale : les dirigeants de l'Union européenne d'accord pour sanctionner la Turquie, Ankara dénonce une décision "biaisée et illégitime" ». *Franceinfo*, 11 décembre 2020.

²¹ SALLON, Hélène, « " Mavi-Marmara ", l'affaire qui a consommé la rupture entre Israël et la Turquie », *Le Monde*, 27 mai 2014.

²² MARCOU, Jean, « La Turquie en Méditerranée orientale : des revendications énergétiques aux ambitions stratégiques », *Diplomatie* n°104, 2020 : 53-57.

signature de cette disposition, jugée contraire au droit international maritime par l'UE²³, a été condamnée par les ministres des Affaires étrangères grec, chypriote, égyptien et français réunis au Caire le 8 janvier 2020, ravivant une fois encore les tensions entre les différents protagonistes. La Turquie et Israël n'ayant pas signé la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) et la Libye ne l'ayant pas ratifié, le contentieux entre les pays de la zone risque de perdurer.

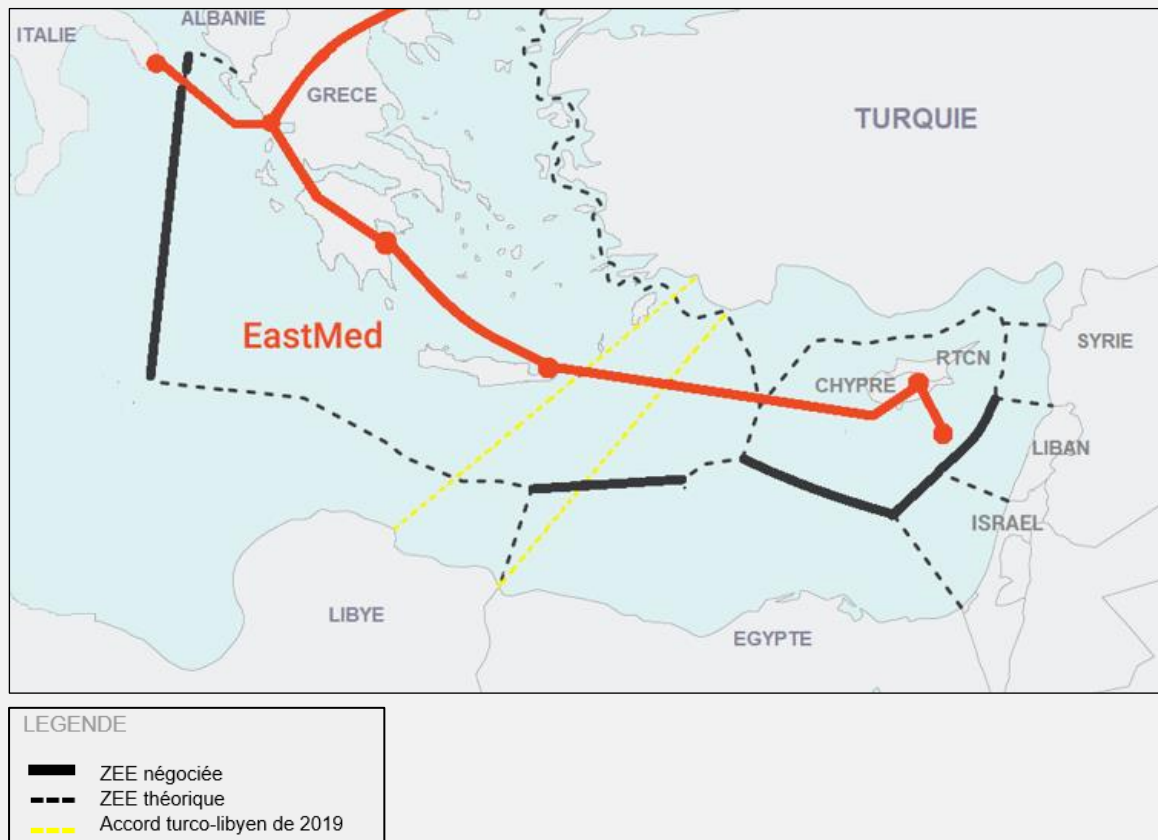


FIGURE 2 : CARTE REPRÉSENTANT LE TRACE D'EASTMED, RÉALISÉE PAR L'AUTEURE^{24 25}

Dans une région marquée par des litiges territoriaux, en proie à des jeux d'alliances antagonistes et où enjeux gaziers et tensions géopolitiques sont directement corrélés, le projet de construction d'EastMed a ravivé les différends interétatiques et pourrait de fait générer une nouvelle escalade. Cela étant, la pose du gazoduc fait également débat quant à ses conséquences environnementales.

²³ Ibid.

²⁴ « Delimiting Exclusive Economic Zones in the Eastern Mediterranean », Geopolitical Futures, 2020. <https://geopoliticalfutures.com/delimiting-exclusive-economic-zones-in-the-eastern-mediterranean/>

²⁵ Op. cit. MARCOU, Jean.

Des conséquences environnementales à prendre en compte

La mer Méditerranée est un espace riche en biodiversité. Abritait plus de 10 000 espèces dont 28 % sont endémiques, elle constitue un site majeur d'hivernage et de reproduction²⁶, dont les écosystèmes fragiles sont menacés par les activités anthropiques. La construction d'EastMed pose ainsi d'importants défis environnementaux en termes de préservation de la faune et de la flore marine. Plusieurs études ont en effet démontré que la pose de gazoducs et oléoducs sur les fonds marins augmente considérablement le niveau de bruit dans les mers et océans, pouvant entraîner la mort ou le handicap, telle la surdité, de mammifères marins et de poissons²⁷. Par leur déplacement parfois sur de longues distances, les embarcations mobilisées peuvent également favoriser le développement d'espèces invasives dans des zones où celles-ci étaient absentes, au risque de déséquilibrer les écosystèmes locaux²⁸. Les travaux sous-marins accroissent par ailleurs la turbidité de l'eau en remettant des sédiments en suspension et en modifiant la nature de ceux-ci, perturbant les espèces qui y évoluent²⁹, et impliquent l'utilisation d'un nombre important d'embarcations et de machines. Le risque de fuite d'éléments chimiques et toxiques polluant les mers et océans ne peut de fait être écarté. Enfin, des accidents industriels au niveau des installations pétrolières et gazières offshore sont susceptibles de se produire, menaçant les milieux marins. L'entreprise Total a ainsi été confrontée en 2012 à une importante fuite de gaz au niveau de sa plateforme gazière offshore Elgin, située au large de l'Ecosse, nécessitant des travaux longs de deux mois³⁰.

Si EastMed, qui deviendrait le plus grand gazoduc sous-marin au monde, pose une menace sérieuse en ce qui concerne la sauvegarde et la protection des espèces marines, il convient également de questionner sa pertinence au regard du *Green Deal* européen, dont l'un des objectifs est la décarbonisation de l'UE d'ici 2050. Afin de le remplir, l'UE devra réduire sa consommation de gaz d'un quart d'ici 2030 et de 90 % d'ici 2050^{31,32}. Dans le cas où EastMed opèrerait à pleine capacité jusqu'en 2050, le gaz transporté par le gazoduc et consommé dans les pays européens produirait plus de gaz à

²⁶ « La biodiversité en Méditerranée », Specially Protected Areas Regional Activity Center, Consulté le 17 décembre 2020. <https://www.rac-spa.org/fr/biodiversite>

²⁷ « Enquête préalable à la décision des autorités italiennes concernant le projet de construction d'un tronçon du gazoduc Algérie - Sardaigne - Italie (GALSI) offshore entre la Sardaigne et la Toscane, une partie de ce tronçon traversant une Zone de Protection Ecologique », Préfecture de Corse du sud, 7 octobre 2010.

²⁸ Ibid.

²⁹ GUINGAND, Aurélien, « Utilisation des eaux marines : Activités industrielles : Activités parapétrolières et paragazières offshore », Analyse économique et sociale de l'utilisation de nos eaux marines et du coût de la dégradation du milieu marin, juin 2012. https://dcsmm.milieumarinfrance.fr/content/download/5113/file/MMN_AES_08_Activites_parapetrolieres_paragazieres_offshore.pdf

³⁰ NODE-LANGLOIS, Fabrice, « Total a colmaté la fuite de gaz en mer du Nord », Le Figaro, 16 mai 2012.

³¹ Cet objectif prend pour référence les données de consommation de gaz relevées en 2016.

³² « Pyrrhic Victory : Why Europe and Turkey should not fight over fossil gas we cannot use », *Global Witness*, 30 octobre 2020.

effet de serre que la France, l'Italie et l'Espagne en un an³³. De même, entre 2030 et 2050, le gaz chypriote consommé produirait plus de dioxyde de carbone que les centrales thermiques allemandes en 2017 et 2018³⁴. L'UE jouirait enfin de réserves de gaz suffisantes en provenance de Norvège, Russie, Turquie, Asie centrale et Afrique du nord par rapport à sa demande future, et ce même en cas de choc gazier sur une durée d'un an³⁵. EastMed est dès lors considéré comme obsolète par plusieurs ONG de défense de l'environnement. Construire un gazoduc destiné à augmenter les importations gazières en Europe alors que celle-ci s'est fixé pour but la neutralité carbone en 2050, peut par conséquent apparaître paradoxal.

Importante pour l'indépendance énergétique de l'Europe vis-à-vis de la Russie mais nécessitant un investissement financier conséquent, la construction d'EastMed semble néanmoins hypothéquée par le contexte économique fortement dégradé dû à la crise sanitaire ainsi que les engagements environnementaux portés par l'UE. EastMed cristallise également les tensions régionales déjà vives en raison de contentieux frontaliers anciens et de rivalités de puissances. Le gazoduc est enfin révélateur de la recomposition des alliances géopolitiques entre la Grèce, Israël et Chypre d'un côté, et la Turquie de l'autre. Les premiers perçoivent la deuxième comme un acteur belliqueux, tandis que la Turquie cherche à bénéficier du potentiel gazier en Méditerranée orientale dans un environnement qu'elle perçoit hostile. Au vu de l'exclusion d'Ankara du Forum du gaz de la Méditerranée orientale, devenu organisation internationale le 16 janvier 2020, les tensions entre les parties prenantes risquent de ne pas s'apaiser à court et moyen terme, menaçant la mise en œuvre du gazoduc.

³³ Ibid.

³⁴ Ibid.

³⁵ Ibid.



LES JEUNES
IHEDN

publications@jeunes-ihedn.org